

## **L'activité professionnelle n'est pas un sprint mais un marathon.**

Le SECO et l'OFS nous dévoilent des résultats alarmants.

- En 2007, 62 % des travailleurs et travailleuses déclarent un stress au travail et être sous pression au niveau des délais,
- 41 % des travailleurs et travailleuses considèrent leur travail comme psychiquement et nerveusement pesant,
- une personne sur cinq mentionne les charges corporelles.

La détérioration des conditions de travail est rapide : En 2001, ils étaient 40 % des actifs à considérer leur travail comme stressant et agité. Seulement 6 ans après, ils sont 62 %.

Une charge élevée au travail conduit à des troubles comme des douleurs de dos et des maux de tête, des problèmes de digestion, d'insomnie, des troubles cardiaques et vasculaires. Les coûts de la charge trop élevée au travail pour les travailleurs sont évalués par le secrétariat d'Etat à l'économie à 10 milliards de francs par an.

La vie professionnelle dure en Suisse de 40 à 45 ans. En raison de la charge de travail croissante, les travailleurs et travailleuses sont de moins en moins capables de travailler jusqu'à leur retraite. Pour preuve, le quota d'invalidité augmente massivement chez les travailleurs et travailleuses à partir de 50 ans et un grand nombre de personnes prennent leur préretraite forcée pour des raisons de santé.

Le développement démographique étant ce qu'il est, la capacité de prestations à long terme des travailleurs et travailleuses devient de plus en plus importante. Sans contre mesure, une charge de travail élevée et le développement démographique actuel vont avoir des conséquences fatales sur la capacité de prestations économiques de la Suisse.

**D'après une enquête représentative de Travail.Suisse**, plus de 80 % de la population et presque 90 % des actifs sont convaincus que les vacances contribuent à leur bonne santé. Ce point de vue coïncide avec les connaissances

de la médecine du travail, qui attribue une grande importance au cycle travail-repos.

La pression au travail ne favorise pas l'équilibre des différents domaines de vie : travail, famille, temps libre, etc. L'augmentation des situations de burnout en est significative.

Les vacances servent à se reposer et préservent en fin de compte la santé de la population et la capacité de travail à long terme des actifs. Six semaines de vacances permettent aux travailleurs et travailleuses d'interrompre au moins deux fois par année la charge permanente à la place de travail, de se reposer complètement et de maintenir ainsi à long terme leur capacité de prestation.

Des réductions de travail quotidiennes ou hebdomadaires ne répondent pratiquement plus à des objectifs avérés dans un environnement de travail comme celui de la Suisse où la charge corporelle ne représente presque plus jamais le problème central des travailleurs. En effet, la pression des délais, le stress, la flexibilité, etc. sont désormais à l'ordre du jour également dans la construction, l'agriculture ou la production industrielle. Cela vaut autant pour le ressourcement des travailleurs et travailleuses que pour les contraintes pratiques des entreprises.

Six semaines de vacances sont méritées et supportables. Une durée de ressourcement plus longue grâce à plus de vacances n'est pas un processus gratuit. L'augmentation du droit aux vacances d'une semaine en moyenne, le droit aux vacances s'élevant déjà aujourd'hui à cinq semaines en moyenne, entraîne des coûts économiques d'environ 2 % de la masse salariale. Ces 2 %, les travailleurs les ont déjà mérités depuis longtemps par les prestations élevées de travail fournies. En 15 ans, de 1992 à 2007 en Suisse, la productivité des travailleurs et travailleuses a augmenté de 21,5 %, alors que les salaires réels eux n'ont augmenté que de 4,3 %.

La différence de 17,2 % entre la croissance de la productivité et le développement des salaires montre qu'en Suisse, les travailleurs et travailleuses produisent aujourd'hui pour le même salaire beaucoup plus qu'il y a presque 20 ans. Les fruits de cette augmentation des prestations ont surtout profité à la

hausse des cours d'actions et à de juteux bonus pour les managers. Une augmentation à six semaines du droit aux vacances pour tous les travailleurs et travailleuses est donc méritée depuis longtemps et ne constitue, en fait, qu'une juste reconnaissance pour les travailleurs et travailleuses quant à l'augmentation de leurs prestations de travail.

Comme je l'ai dit, les coûts du stress au travail sont estimés à environ 10 milliards de francs par an, soit 2% du PIB. Ces coûts pourraient bien aller croissant ces prochaines années, car les salariés doivent faire face à des conditions toujours plus difficiles: augmentation de la précarité et de la pénibilité, difficultés à concilier vie familiale et professionnelle, etc.

Augmenter le droit aux vacances serait parfaitement supportable pour les entreprises. Son coût se monte certes à 6,6 milliards de francs par an, mais cela ne correspond qu'à une augmentation de salaire d'environ 0.4% par an sur 6 ans ou à une diminution du temps de travail de 10 minutes par jour. Ce montant est en outre nettement inférieur aux coûts du stress au travail. La Suisse fait d'ailleurs partie du peloton de tête européen des durées du travail les plus longues. En outre, les salariés accumulent chaque année des heures supplémentaires correspondant à environ 100'000 postes à plein temps.

Il est scientifiquement connu que seules des vacances d'une durée de deux à trois semaines consécutives permettent un ressourcement complet.

Six semaines de vacances constituent donc un minimum pour que les travailleurs et travailleuses puissent interrompre de manière efficace au moins deux fois par an, une charge permanente et en augmentation au poste de travail. Il serait par ailleurs intéressant de constater que cette 6<sup>e</sup> semaine est souvent déjà prise sous forme d'arrêts maladie de 2 et 3 jours, arrêts maladie engendrant des coûts de santé supplémentaires.

Je vous invite à accepter cette Initiative qui s'inscrit dans le respect de la santé des travailleurs et travailleuses et qui est tout fait supportable économiquement.